

## VENDREDI 26 SEPTEMBRE 2014

« Voir » *la fin de la civilisation industrielle.*

- = Consommation et coûts énergétiques p.1
- = Effondrement de la part du nucléaire dans la production mondiale d'électricité p.6
- = Communauté ou empire ? p.9
- = La richesse n'est pas forcément une bonne idée... p.15
- = « Youpi ! Le chômage baisse de 11 000 personnes en août. Ha ha ha ha ha ha !... » p.17
- = USA : chiffres catastrophiques ... p.20
- = Du vrai Ponzi à la fausse richesse, tournez manèges p.22
- = L'ESPRIT DE MUNICH ET DE YALTA NOUS A RATRAPÉS p.27
- = Financements automobiles aux Etats-Unis : gare à Big Brother p.27
- = Le commerce mondial s'affaiblit... Les banques centrales peuvent tout imprimer, mais pas le commerce p.28
- = La Finlande a peut-être inventé le système de mobilité du futur p.30
- = Energie photovoltaïque : un secteur à surveiller aux Etats-Unis p.31
- = Déconnexion Swift de la Russie : les députés européens sont bien devenus fous... p.35
- = A l'ONU, Rohani dénonce les "erreurs" de l'Occident p.42
- = Pourquoi la demande chinoise en **charbon** touche peut-être à sa fin p.43

## Consommation et coûts énergétiques

Par Yves Cochet 19 février 2013



*A l'échelle d'une personne*, la consommation énergétique alimentaire est pratiquement la même pour tout être humain : chacun d'entre nous dissipe en permanence environ 100 W, et l'énergie correspondante dont nous avons besoin quotidiennement est de l'ordre de 3 kWh, ce qui semble peu par rapport à la puissance dissipée totale, par personne, dans les pays de l'Union européenne ou aux États-Unis (entre 60 et 120 fois plus, voir ci-dessous). Cependant, du point de vue économique, le coût d'un kWh de nourriture est beaucoup plus élevé que le celui d'un kWh électrique par exemple. A cela, une raison fondamentale : l'alimentation est produite par la photosynthèse, qui a un rendement très faible (de l'ordre de 1% = énergie fixée / énergie reçue).

Coûts typiques moyens d'un kWh provenant de différents aliments dans les pays de l'Union européenne, en Euros 2010 :

Riz, spaghettis	0,50 €
Pain	1,50 €
Pommes de terre	1,50 €
Tomates	15 €
Poulet	10 €
Bœuf	20 €

Ceci a des conséquences économiques immédiates pour le budget des ménages : au sein de la moitié la plus modeste des familles en France, le coût de l'alimentation varie de 25% à 50% du budget domestique. Dans les pays du Sud, ce coût est proche de 100%.

Si nous convenons que notre consommation énergétique alimentaire est irréductible, c'est donc ailleurs qu'il faut rechercher des économies d'énergie. Quant aux économies financières, ce bilan nous incite à manger plus végétal, plus local, plus saisonnier.

*A l'échelle d'une famille*, dans sa vie quotidienne, la consommation d'énergie s'accroît, en moyenne par personne, d'un facteur 10 par rapport à celle de l'alimentation. Considérons un foyer de quatre personnes vivant sous le même toit. Hormis l'alimentation, déjà traitée ci-dessus, cette famille consomme de l'électricité pour divers usages, ou du fuel, ou du gaz naturel pour le chauffage, ou du pétrole pour la voiture. Par souci de comparaison, utilisons toujours la même unité – le kWh par jour et par personne – pour chacune de ces consommations d'énergie. Supposons que cette famille habite en climat tempéré dans l'Union européenne, au centre de la France par exemple. Ce qui compte est l'ordre de grandeur.

Consommation d'énergie quotidienne pour une famille de quatre personnes, en kWh :

Énergie alimentaire	10 kWh
Appareils électriques	10 kWh

Eau chaude sanitaire	10 kWh
Chauffage d'ambiance	30 kWh
Voiture	50 kWh
Total	110 kWh

A partir de cette consommation d'énergie quotidienne moyenne pour la famille, nous pouvons déduire la puissance moyenne dissipée par personne dans ses activités domestiques : environ 1 kW, soit dix fois plus que pour sa pure maintenance interne en tant qu'organisme biologique (voir ci-dessus).

Pour un pays tempéré de l'Union européenne, la consommation énergétique alimentaire représente moins de 10% de notre consommation totale domestique (« domestique » s'oppose ici à « sociaux », attendez les calculs par personne à l'échelle de la société européenne, sous-chapitre suivant). Les consommations les plus élevées se situent dans le chauffage et la voiture (non inclus les kilomètres effectués en transports collectifs ; attendez, vous dis-je).

Bien que la consommation individuelle d'énergie alimentaire soit inférieure à 10% de la consommation individuelle domestique totale, les coûts économiques ne respectent pas du tout cette proportionnalité : pour un kWh électrique autour de 0,1 €, un kWh de spaghettis est cinq fois plus élevé, et un kWh de bifteck deux cent fois plus élevé.

Coûts dans le budget énergétique domestique quotidien pour une famille de quatre, en Euros :

Énergie alimentaire	17 €
Appareils électriques	1 €
Eau chaude sanitaire	1 €
Chauffage d'ambiance	4 €
Voiture	7 €
Total	30 €

Le faible rendement de la photosynthèse devient encore plus faible, si l'on peut dire, lorsque l'on considère la tendance contemporaine à consommer

plus de viande que de végétaux. Le prix élevé de la viande de boeuf provient essentiellement du très faible rendement de la transformation de l'énergie végétale en énergie viandée. Manger de la viande augmente considérablement l'entropie relâchée dans la biosphère. En outre, les volumes de gaz à effet de serre émis par la filière élevage-viande sont du même ordre de grandeur que ceux émis par les automobiles.

Nous en déduisons un message politique à soutenir lors du débat national sur la transition énergétique et lors de la loi de programmation subséquente : l'énergie alimentaire doit être totalement incluse dans toute stratégie énergétique globale. Ce n'est pas le cas aujourd'hui. Le rapport annuel de l'Agence internationale de l'énergie (« World Energy Outlook » de l'AIE) ne fait aucune référence à l'énergie alimentaire dans ses statistiques. Il en est de même des publications de la Direction Générale de l'Énergie et du Climat (DGEC) du Ministère de l'Écologie en France.

*A l'échelle de la société* (européenne par exemple) la puissance moyenne dissipée par personne est plusieurs fois supérieure à celle de la maison (nous l'avons vu : environ 1 kW par personne). En Europe, la puissance totale dissipée par personne est de l'ordre de 5 kW, aux États-Unis de l'ordre de 10 kW. Bien sûr, cette puissance totale dissipée par personne varie énormément d'un continent à l'autre, d'un pays à l'autre. Le Qatari moyen dissipe 30 kW, tandis que le Sénégalais moyen ne dissipe que 0,3 kW. Le Chinois moyen dissipe 2 kW, l'Indien moyen 0,5 kW.

Comme chacun d'entre nous avale de l'énergie alimentaire pour se maintenir, les sociétés avalent essentiellement des énergies fossiles (pétrole, charbon, gaz) pour se maintenir. Elles rejettent ainsi énormément d'entropie dans l'environnement, avec les pollutions massives que l'on sait. En comparant les ordres de grandeur entre l'échelon domestique et l'échelon social, nous avons vu qu'il est assez difficile d'espérer réaliser beaucoup d'économies d'énergie par pure décision des individus. Bien sûr, il nous faut chacune et chacun être sobres (menu plus végétal, isolation thermique des bâtiments, transports en commun...) mais, à l'échelle de la société, cela restera limité.

C'est à l'échelle politique, surtout locale, mais aussi nationale et internationale, qu'il est plus efficace d'agir. La « crise énergétique et climatique » actuelle est en fait une crise de l'entropie. Sous deux aspects. D'abord, en amont, les volumes d'énergie requis pour limiter la croissance de l'entropie

dans nos sociétés thermo-industrielles (donc, insistons, limiter à la fois la croissance de la consommation d'énergie et la croissance des émissions de gaz à effet de serre et autres pollutions) sont en passe de dépasser l'énergie réellement disponible. Ce qui compte désormais est moins le volume des réserves que le débit des robinets. Deuxièmement, en aval, la croissance des pollutions à l'échelle globale est insoutenable.

*Nos sociétés peuvent-elles survivre en dissipant moins d'entropie ?* Peut-être... Une première réponse serait d'arrêter bientôt d'utiliser des voitures, de renoncer à l'avion, de se passer d'électricité de réseau (« Off the Grid », comme disent certains survivalistes américains). Trop radicale, politiquement suicidaire, impossible à défendre.

Une seconde réponse est de croire que l'on peut encore vivre à peu près comme nous le faisons aujourd'hui, mais en utilisant des voitures plus économes, des avions sobres, des appareils électriques plus efficaces, des immeubles et maisons mieux isolés, etc. C'est la « croissance verte » de la Conférence environnementale française et de « Energy Roadmap 2050 » de l'Union européenne.

Une troisième réponse est de modifier profondément notre mode de vie et la façon dont fonctionnent nos sociétés thermo-industrielles, en une phrase : relocaliser la majeure partie des activités dont nous dépendons à l'échelle des bio-régions. Institutionnellement, si nous croyons à « l'Europe des régions et des peuples solidaires », c'est promouvoir les Régions-Unies d'Europe, en commençant par une France fédérale.

Les exemples d'initiatives locales, mais partout envisageables selon des modalités spécifiques, ne manquent pas : circuits alimentaires de proximité, alimentation moins carnée, énergies renouvelables décentralisées en petits réseaux, production artisanale « low-tech » par récupération et recyclage des matériaux, abandon des résidences secondaires ; écoles, centre de soins, et services d'entre-aide locaux... Un nouveau vocabulaire émerge de ces initiatives : villes en transition, résilience, sobriété, simplicité, permaculture, écovillages, biens communs, économie sociale et solidaire, coopération altruiste et coopération symbiotique...

Une société qui dissipe par personne cinquante à cent fois plus de puissance que chaque individu (100 W l'individu, 5000 W à 10000 W par individu la société) doit être baptisée de très inefficace et très primitive. Notre objectif

politique est de construire une société à moins de 1000 W par individu.

## **Effondrement de la part du nucléaire dans la production mondiale d'électricité**

**Les moutons enrégés, posté par Benji 25 septembre**

On lit parfois ici où là que, malgré la catastrophe de Fukushima, l'industrie nucléaire repart du bon pied et se développe sur la planète. Cette allégations ne résistent pas à la consultation des données les plus officielles, comme par exemple la parution annuelle de l'Agence internationale de l'énergie (AIE). : [Key World Energy Statistics](#).

Le rapport le plus récent disponible est celui de 2013. Il est à noter que les chiffres sont ceux de 2011 car l'AIE met deux ans pour recueillir toutes les données précises, pays par pays. Or, c'est en mars 2011 qu'a débuté la catastrophe de Fukushima : depuis, les 54 réacteurs du Japon sont arrêtés, puis [l'Allemagne a fermé 8 réacteurs](#), les USA 5 réacteurs [[1](#)], etc.

Aujourd'hui, la part du nucléaire est encore plus basse que ce que l'on peut voir dans ce document mais, d'ores et déjà, en page n°24, on constate que le nucléaire ne produisait en 2011 plus que 11,7% de l'électricité mondiale, les renouvelables étant déjà à plus de 20% (15,8% + 4,5%).

Depuis, la part du nucléaire est passée sous les 10% car la production nucléaire mondiale a chuté et, dans le même temps, toutes les autres énergie ont progressé : les renouvelables bien sûr, mais aussi le trio pétrole-gaz-charbon.

On lit parfois ici où là que, malgré la catastrophe de Fukushima, l'industrie nucléaire repart du bon pied et se développe sur la planète. Cette allégations ne résistent pas à la consultation des données les plus officielles, comme par exemple la parution annuelle de l'Agence internationale de l'énergie (AIE). : [Key World Energy Statistics](#).

Le rapport le plus récent disponible est celui de 2013. Il est à noter que les chiffres sont ceux de 2011 car l'AIE met deux ans pour recueillir toutes les données précises, pays par pays. Or, c'est en mars 2011 qu'a débuté la

catastrophe de Fukushima : depuis, les 54 réacteurs du Japon sont arrêtés, puis [l'Allemagne a fermé 8 réacteurs](#), les USA 5 réacteurs [1], etc.

Aujourd'hui, la part du nucléaire est encore plus basse que ce que l'on peut voir dans ce document mais, d'ores et déjà, en page n°24, on constate que le nucléaire ne produisait en 2011 plus que 11,7% de l'électricité mondiale, les renouvelables étant déjà à plus de 20% (15,8% + 4,5%).

Depuis, la part du nucléaire est passée sous les 10% car la production nucléaire mondiale a chuté et, dans le même temps, toutes les autres énergies ont progressé : les renouvelables bien sûr, mais aussi le trio pétrole-gaz-charbon.

On peut certes le déplorer (pour ce trio) mais c'est l'implacable réalité : si toutes les autres énergies progressent sauf le nucléaire, c'est tout simplement parce que ce dernier est TROP CHER, contrairement à ce que les autorités françaises (politiques et industrielles) prétendent. Les multinationales de l'énergie n'ont que faire des risques sanitaires et environnementaux : si elles se détournent du nucléaire, c'est uniquement pour des raisons de business, et leur verdict est sans pitié pour l'atome.

Au fil des parutions des statistiques annuelles, on constate de plus que la part du nucléaire dans l'électricité mondiale décline continuellement depuis 2001, bien avant Fukushima, et que cette part est passée de 17% en 2001 à 9% à ce jour. C'est donc un véritable effondrement, qui va implacablement se poursuivre au fil des fermetures de vieux réacteurs (plus de la moitié des 400 réacteurs sur Terre a dépassé 30 ans).

Il y a certes 72 réacteurs en construction dans le monde mais une bonne quinzaine sont en chantier depuis 20, 25, 30 ou même 40 ans comme à [Watts Bar \(USA\)](#). Pour les autres, sachant qu'il faut en moyenne 15 ans pour mettre un réacteur en service, on peut donc tabler sur 4 mises en service par an... ce qui ne compensera même pas les fermetures.

Cette chute est si prononcée que le lobby nucléaire mondial, la [World Nuclear Association \(WNA\)](#) a préféré censurer ses propres documents en [faisant disparaître la courbe de la part du nucléaire dans l'électricité mondiale](#) :

Notons enfin que le nucléaire représente moins de 10% l'électricité... qui représente elle-même moins de 18% de la consommation mondiale d'énergie, comme on peut le voir sur Key World Energy Statistics en page n°28. Le reste est majoritairement de la combustion de pétrole, gaz, charbon, biomasse, etc. Ce qui fait que, au final, le nucléaire couvre moins de 2% de la consommation mondiale d'énergie.

En résumé, le nucléaire impose des risques gigantesques, des problèmes dramatiques et insolubles (déchets radioactifs en particulier), des crises géopolitiques de plus en plus inquiétantes, et tout ça en échange d'une contribution dérisoire et déclinante à l'énergie mondiale. En clair : autant s'en passer au plus vite et se concentrer sur les vraies options d'avenir : économies d'énergie et énergies renouvelables.

On peut certes le déplorer (pour ce trio) mais c'est l'implacable réalité : si toutes les autres énergies progressent sauf le nucléaire, c'est tout simplement parce que ce dernier est TROP CHER, contrairement à ce que les autorités françaises (politiques et industrielles) prétendent. Les multinationales de l'énergie n'ont que faire des risques sanitaires et environnementaux : si elles se détournent du nucléaire, c'est uniquement pour des raisons de business, et leur verdict est sans pitié pour l'atome.

Au fil des parutions des statistique annuelles, on constate de plus que la part du nucléaire dans l'électricité mondiale décline continuellement depuis 2001, bien avant Fukushima, et que cette part est passée de 17% en 2001 à 9% à ce jour. C'est donc un véritable effondrement, qui va implacablement se poursuivre au fil des fermetures de vieux réacteurs (plus de la moitié des 400 réacteurs sur Terre a dépassé 30 ans).

Il y a certes 72 réacteurs en construction dans le monde mais une bonne quinzaine sont en chantier depuis 20, 25, 30 ou même 40 ans comme à [Watts Bar \(USA\)](#). Pour les autres, sachant qu'il faut en moyenne 15 ans pour mettre un réacteur en service, on peut donc table sur 4 mises en service par an... ce qui ne compensera même pas les fermetures.

Cette chute est si prononcée que le lobby nucléaire mondial, la [World Nuclear Association \(WNA\)](#) a préféré censurer ses propres documents en [faisant disparaître la courbe de la part du nucléaire dans l'électricité](#)

mondiale :

Notons enfin que le nucléaire représente moins de 10% l'électricité... qui représente elle-même moins de 18% de la consommation mondiale d'énergie, comme on peut le voir sur Key World Energy Statistics en page n°28. Le reste est majoritairement de la combustion de pétrole, gaz, charbon, biomasse, etc. Ce qui fait que, au final, le nucléaire couvre moins de 2% de la consommation mondiale d'énergie.

En résumé, le nucléaire impose des risques gigantesques, des problèmes dramatiques et insolubles (déchets radioactifs en particulier), des crises géopolitiques de plus en plus inquiétantes, et tout ça en échange d'une contribution dérisoire et déclinante à l'énergie mondiale. En clair : autant s'en passer au plus vite et se concentrer sur les vraies options d'avenir : économies d'énergie et énergies renouvelables.

Source et fin de l'article sur [Passerelleco.info](http://Passerelleco.info)

**Laboratoire Européen d'anticipation politique (NEW) :**

## Communauté ou empire ?

Blog de la résistance 25 septembre



**Ce mois ci l y eu 2 version semble t-il du GEAB : voici la 2e (jamais diffusé) ; Revue de presse 2013-2014 Z@laresistance**

== =

Cet intitulé est inspiré du titre du premier livre de [Franck Biancheri](#) (inédit) rédigé en 1992 et dans lequel l'auteur montrait que les principes fondateurs du projet européen conçu à la fin de la Deuxième Guerre mondiale (soit une

communauté de pays se donnant les moyens de bâtir ensemble une paix durable et un continent prospère) pouvaient, si l'on n'y prenait garde, se retrouver marginalisés et les réflexes bien connus d'Europe-empire (colonisation européenne, Napoléon, Hitler,...) reprendre le dessus. En l'occurrence, Franck Biancheri estimait que ce qui devait permettre au projet de construction européenne de rester sur la voie de la communauté, c'était sa démocratisation. Quelques années plus tard, avec le [Traité de Maastricht](#) qui rebaptisait la Communauté européenne en « Union européenne », Franck Biancheri, avec sa méfiance des « unions » de toutes natures, avaient estimé que ce choix n'était pas de très bon augure. Vingt-trois ans plus tard, rien n'a avancé sur le front de la démocratisation de l'Europe et la crise fournit le contexte propice au déraillement complet du projet de communauté. Nous allons montrer quels indicateurs permettent de dire que cette tendance (qui a toujours été là bien sûr, mais était encadrée dans une mécanique de garde-fous relativement efficace) est en train de resurgir. Mais nous nous refuserons à en faire encore une vraie anticipation, préférant mettre également l'accent sur les autres indicateurs, ceux qui permettent encore d'espérer un retournement de tendance (1).

Si nous parlons de « retournement de tendance », c'est que, après avoir passé près d'une année à voir une Europe à la « croisée des chemins » (2), nous estimons que cette rentrée marque son engagement sur la mauvaise voie, celle qui emmène vers le « scénario tragique » décrit par Franck Biancheri dans son ouvrage visionnaire « [Crise mondiale : En route vers le monde d'après](#) » publié en 2010 (3), dans lequel il mettait en avant les atouts considérables de l'Europe face à la crise et son potentiel de participation à l'émergence d'un « monde d'après » souhaitable ; mais aussi le risque majeur pesant sur l'Europe et les Européens dont les élites dirigeantes, non démocratiques (à Bruxelles) ou non européennes (dans les capitales), s'avèrent incapables de s'appuyer sur la crise pour parachever ce projet positif de construction européenne, toujours inabouti (4).

Comme nos fidèles lecteurs le savent, nous avons analysé la crise ukrainienne comme une opération dirigée par les États-Unis, et mise en œuvre par une poignée d'affidés bien placés dans les circuits décisionnels européens, dans le but, pour résumer, de sceller le destin de l'Europe à celui d'un camp occidental, emmené par les Américains. Cette opération a été menée comme une blitzkrieg dans une absence totale de capacité de réaction de la part du

camp européen qui s'est brutalement retrouvé quasiment en guerre contre la Russie sans avoir compris pourquoi. Lorsque les Européens se sont réveillés de ce premier choc, une autre bataille, assez difficile à suivre, a eu lieu parmi les classes dirigeantes, entre les États européens et au sein des opinions publiques, entre les « anti-russes » et les « pro-russes », ou plutôt entre les « pro-américains » et les « anti-américains », mais en fait surtout entre les idéologues de l'Occident et les défenseurs de l'indépendance du continent européen.

Dans les deux derniers numéros du GEAB, nous avons mis l'accent sur le fait que les « conditions d'un sursaut » étaient réunies, relevant les indicateurs d'une reprise en main européenne des affaires. Mais l'été est passé par là, avec la perte de vigilance qui caractérise cette période de l'année. Et la rentrée nous fait découvrir un paysage a priori assez désolant, notamment sur trois points : le nouveau remaniement gouvernemental français, le projet de Commission de Juncker, et la grand-messe de l'OTAN à Newport. Nous tenterons une lecture de ces trois événements de rentrée. Puis nous passerons en revue d'autres thèmes importants de la rentrée (Irak, élections générales au Brésil, remaniement gouvernemental au Japon) que nous lirons à l'aune de la grande reconfiguration géopolitique globale, sachant que nous nous attachons désormais à repérer les indicateurs de précipitation d'une bipolarisation du monde – ou ceux de progrès dans l'émergence du monde multipolaire. Nous verrons ainsi que ce n'est pas seulement l'Europe qui risque de glisser vers la tentation de l'empire.

L'Europe joue son rôle dans cet accouchement pénible du monde de demain, mais il est certain que l'augmentation du risque de bipolarisation globale nourrit et est nourrie par la résurgence d'une idéologie de puissance (Europe-empire) au sein de ses élites (5).

L'hypothèse que nous faisons est que l'explosion de l'UE (6) peut donner lieu à deux types de réaction :

. s'en réjouir et reprendre le projet de construction européenne là où il en était quand il a déraillé (lors de la chute du Mur), en repartant d'un noyau réduit et ultra-intégré d'États membres (l'Euroland) pour bâtir l'étape d'union politique et démocratique qui a été bloquée à l'époque (Europe-communauté) ;

. ou bien s'en effrayer et bloquer le processus d'explosion en cours en

renforçant tous les ressorts fondateurs de la deuxième période de construction (1989-2014) : ultra-libéralisme, endettement, élargissement, occidentalisme (Europe-empire).

Dans les deux cas, nous estimons que la politique est en train de faire son retour en Europe. Mais selon que c'est le premier ou le second scénario qui se met en place, cette politique n'aura bien entendu vraiment pas les mêmes caractéristiques.

Ces deux camps s'affrontent actuellement dans les couloirs décisionnels de l'UE, tant au niveau national qu'au niveau européen. Nous estimons que la piste de l'Europe-empire est en train de prendre le dessus mais ne désespérons pas encore de voir l'Europe-communauté gagner in fine.

### **Explosion de l'UE : referendum écossais, intégration ratée des pays d'Europe de l'Est**

Oui l'UE explose. Nous avons déjà abondamment décrit les remises en question de nombreuses politiques par les États membres, en particulier la libre-circulation des biens et des personnes de l'espace Schengen (7) ; ou encore le projet de sortie de l'UE du Royaume-Uni, puissance structurante de l'UE depuis sa naissance en 1992. Referendum écossais : Il nous faut désormais ajouter à cette liste le probable éclatement du Royaume-Uni causé par le referendum écossais. Nous avons pris le risque d'anticiper une victoire du oui il y a de nombreux mois déjà. Aujourd'hui, nous faisons une anticipation complémentaire : que le oui gagne ou non, de toute façon, ce referendum transforme le Royaume-Uni. Londres avait dû espérer qu'une victoire retentissante du non renforcerait la cohésion de l'Union du Royaume. Mais, avec une certitude de résultat extrêmement serrée, Cameron a déjà dû faire de telles concessions aux Écossais (8) que les autres membres de l'Union (Pays de Galles, Irlande du Nord) sont déjà sur les starting-blocks pour obtenir les mêmes avancées en matière d'autonomie (9).

Cela dit, en cohérence avec le principe de l'anticipation politique selon lequel les grandes tendances ne doivent pas être bloquées mais exploitées, nous estimons que le Royaume-Uni aurait tout à gagner à une évolution vers une structure fédérale. Nous avons souvent répété que les pays centralisés ne sont plus adaptés aux enjeux du monde du XXI<sup>e</sup> siècle.

Sans compter que les Anglais sont opportuns et savent rebondir. Pour preuve, le retournement de leur place financière vers les sukus et le yuan (10), qui sauve la City. Une fédéralisation du Royaume-Uni donnerait à ses élites une belle occasion de montrer comment elles sont capables de tirer parti d'un tel coup du sort.

Quoiqu'il en soit une fédéralisation du Royaume-Uni change considérablement la donne pour l'UE.

Intégration ratée des pays de l'Est : L'UE est menacée de délitement également sur son front oriental.

Aujourd'hui en effet, l'UE en crise apparaît de moins en moins attractive pour les pays de l'Est et certains, sans remettre en question leur appartenance européenne, commencent à regarder avec intérêt ce qu'il se passe du côté du précédent envahisseur, la Russie. La Hongrie de Victor Orbán est la plus avancée sur cette voie et l'on ferait bien de regarder plus en détail les idées de ce politicien qui n'a rien d'un dictateur, même s'il a tout d'un homme fort, soucieux de l'indépendance de son pays... Mais, dans l'Europe de ces dernières années, regarder vers l'Est est passible de haute trahison.

D'autres, face à l'évidente faiblesse politique européenne, notamment en matière de politique de sécurité et de défense, ont entrepris par exemple de réfléchir entre eux à un système de défense qui leur soit propre. C'est ainsi que le [groupe de Visegrad](#) (d'ailleurs composé entre autres de la Hongrie, mais aussi de la Slovaquie qui a récemment déclaré ne pas vouloir de troupes étrangères sur son sol (11)), depuis plusieurs années, travaille à mettre en place un système de défense et de sécurité qui, d'une certaine manière, les autonomise (12). Nous sommes là clairement sur une conséquence directe de l'incapacité de l'UE à avoir pu proposer le moindre projet d'Europe de la Défense susceptible de rassurer les pays des confins de l'Europe.

La Bulgarie quant à elle exprime désormais son souhait de pouvoir coopérer avec la Russie dans le cadre de la construction du gazoduc de contournement de l'Ukraine qu'est la ligne South-Stream. Mais depuis la crise ukrainienne, Bruxelles lui interdit de construire son tronçon (13). Pourtant, la Bulgarie a un double intérêt à cette construction : d'une part, cela lui garantit son approvisionnement en énergie ; et d'autre part, cela lui ajoute une source non-négligeable de financement grâce au prélèvement d'un droit de péage sur le gaz russe.

Les taux de participation des pays de l'Est de l'Europe aux dernières élections européennes sont un indicateur clair du degré de ratage de l'intégration de ces pays. L'intégration s'est faite trop vite sur des considérations purement mercantiles et non politiques, ces pays ont souvent mélangé l'objectif d'intégration à l'UE avec celui d'intégration à l'OTAN ; quant à l'union économique, ils l'ont souvent vécue, à juste titre, comme une invasion d'entreprises occidentales ayant détruit leur économie locale.

Si la crise ukrainienne fournit peut-être l'occasion de mettre en place une Europe de la Défense dont il resterait à espérer qu'elle se fasse en concertation et non en opposition avec la Russie, tout échec sur ce point nous projette sur une perspective de défection de certains de ces pays à l'horizon 2020, ce qui serait encore un bel échec de cette UE qui n'a eu de cesse que d'élargir l'Europe en rejetant tout projet d'approfondissement de l'intégration, notamment politique et démocratique.

### **Notes :**

(1) C'est ainsi que, contrairement à notre habitude, nous ne faisons pas un choix de scénario. Libre à nos lecteurs de se faire une idée par eux-mêmes.

(2) Une expression qui est souvent revenue dans les lignes du GEAB, en 2013 surtout.

(3) Et qui mérite une réédition à mi-chemin de la période anticipée (2010-2020), réédition à laquelle l'éditeur, [Anticipolis](#), a accepté de se prêter. La relecture de cet ouvrage à la lumière des événements dramatiques qui dominent l'actualité en 2014 n'incite pas à l'optimisme.

(4) En fait, la construction européenne est à l'arrêt à peu près complet depuis le Traité de Maastricht : l'union économique réalisée, le seul projet d'avenir qui ait vu le jour depuis, c'est l'union monétaire dont la mise en place imposait de poursuivre le travail vers la gouvernance économique, l'union fiscale, l'union politique et la démocratisation. Mais nous nous sommes arrêtés au milieu du gué... et la crue arrive.

(5) Les parallèles historiques sont faciles. Parallèle avec l'Union soviétique : des puissances occidentales qui ne sont plus les meilleures dans la course économique mondiale et qui, telles l'URSS dans les années 50, préfèrent monter un mur entre elles et cette concurrence jugée déloyale ; mais aussi parallèle avec la montée du nazisme : un système économico-politique capitaliste dont les excès créent un rejet profond et qui peu à peu développe une idéologie de puissance justifiant la concentration de pouvoir et d'argent caractéristique de leur fonctionnement. De même que l'idéologie nazie était en effet bien partagée dans tous les circuits de pouvoir européens et pas seulement en Allemagne, l'idéologie de puissance véhiculée par les États-Unis séduit de nombreux

Européens proches ou à l'intérieur des cercles de pouvoir, en particulier à Bruxelles (mais pas seulement). Après tout, ce genre d'idéologie a été européenne avant d'être américaine et les personnes qui la portent estiment que les États-Unis ne sont qu'une extension de l'Europe et que les deux doivent s'unir indissolublement pour faire échec à l'émergence de la Chine, en particulier, qui les effraie plus que tout. C'est ainsi qu'on peut suspecter certains technocrates européens de voir dans la signature d'un Traité de libre-échange avec les États-Unis un élargissement naturel de l'Europe aux États-Unis... vers une Europe des Rocheuses aux Balkans !

(6) Dans plusieurs numéros antérieurs du GEAB, nous avons anticipé cette explosion de l'UE, tout en montrant que l'UE n'était pas l'Europe, qu'elle était une forme d'organisation, née du Traité de Maastricht, qui avait échoué, et que l'on pouvait saluer positivement la naissance de l'Euroland dans la fin de l'UE. Cette émergence d'un projet européen alternatif à l'UE s'est mise en route dans le cadre de la gestion de la crise de l'Euro qui a en effet accéléré la structuration d'une gouvernance de la zone Euro. Mais si une crise de l'Euro renforçait naturellement la zone Euro, une crise géopolitique comme celle générée par la crise euro-russe renforce l'UE... et tous ses défauts.

[http://www.leap2020.eu/GEAB-N-87-est-disponible-Europe-2020-Communaute-ou-empire\\_a16853.html](http://www.leap2020.eu/GEAB-N-87-est-disponible-Europe-2020-Communaute-ou-empire_a16853.html)

## [La richesse n'est pas forcément une bonne idée...](#)

26 sept 2014 | [Bill Bonner](#) | [La Chronique Agora](#)

▪ Nous continuons notre série sur "Comment devenir riche" — et nous commençons l'épisode du jour avec un avertissement : "devenir riche" n'est peut-être pas une très bonne idée.

Il y a une raison très simple de préférer la pauvreté à la richesse : elle vous apprend à apprécier l'argent ! Oui, cher lecteur, s'il y a une chose pour laquelle le déclin de l'utilité marginale semble avoir été inventé, c'est bien l'argent. Comme les verres de whisky irlandais, chaque sou supplémentaire que vous obtenez vaut moins que le sou qui l'a précédé. Si vous êtes réduit à votre dernier centime, trouver un billet de cinq euros sur le trottoir est une aubaine. Vous le ramassez immédiatement pour vous rendre dans le bistrot le plus proche. Si vous avez un million en banque, en revanche, vous laissez gentiment le billet à qui en a plus besoin que vous. Ce qui explique bien entendu pourquoi les riches aiment tant à distribuer leur argent : il ne vaut simplement pas grand'chose à leurs yeux.

Si vous avez 10 millions de dollars en banque, un million supplémentaire est un détail comptable. Cela ne change rien à votre vie. Si vous n'avez rien sur

votre compte, en revanche, vous vous sentiriez riche avec 50 000 \$. Votre premier million pourrait tout changer.

En deux mots, l'argent est particulièrement important quand on n'en a pas. Lorsqu'on est riche, en revanche, l'argent n'a pas beaucoup d'importance. Et comme nous l'avons souligné hier, ça peut donner un sentiment de vide. Après tout, si l'argent n'a pas de signification... qu'est-ce qui en a ?

#### ▪ **L'argent comme expression de la vie**

Les philosophes et les poètes réfléchissent à cette question depuis des siècles. L'argent représente la richesse. La richesse est une forme de vie condensée. Elle mesure le temps et les ressources qui ont été investis, développés et accumulés — et peuvent désormais être échangés contre d'autres accumulations de temps, d'imagination et de ressources.

Une personne peut travailler toute sa vie pour accumuler de l'épargne. Cette épargne est une expression de sa vie — du moins de sa valeur économique nette. Chaque unité est un distillat de son dur labeur, de sa discipline, de sa persévérance. Lorsque cette personne a tant d'argent qu'une unité supplémentaire n'a plus ni signification ni valeur à ses yeux, elle commence à sentir le sol se ramollir. Elle perd pied.

"Les meilleures choses dans la vie sont gratuites", entend-on souvent. C'est vrai, pour autant que nous puissions en juger. Un baiser... un sourire... l'affection de la famille et des amis... comment peut-on chiffrer ça ? Le soleil d'automne ne réchauffe-t-il pas autant le mendiant que le gestionnaire de *hedge fund* ? Et nous n'avons encore jamais rencontré d'enfant qui vérifie le portefeuille boursier de son grand-père avant de l'embrasser.

Pourtant, l'argent jette son ombre même sur les plus belles choses. Une fois qu'on a assez pour se nourrir, se vêtir et se loger... à quoi bon le reste ? N'est-ce pas pour obtenir l'approbation des autres... se rendre digne d'amour et de respect ? N'est-ce pas pour cette raison qu'un jeune homme achète une belle voiture — pour séduire une jeune fille ?

Mais c'est aussi là que la déception et la tromperie commencent. Une femme attirée par un homme riche découvre bientôt que l'argent ne fait pas tout. Quant à l'homme, il réalise que ce qu'il voulait vraiment, c'était une femme qui l'aime pour autre chose que son argent ! C'est pire encore pour le malheureux qui travaille toute sa vie afin de gagner assez d'argent pour

obtenir l'approbation de son père. Il découvrira probablement que a) il ne l'aura jamais... ou b) il l'avait au contraire depuis le début !

Le principe du déclin de l'utilité marginale entre là aussi en jeu. Un peu de succès financier peut apporter amour et approbation. Mais plus de succès n'entraîne pas forcément plus d'amour et de respect. Trop de succès financier peut en fait se retourner contre soi. Un homme financièrement prospère peut se retrouver l'objet d'envie, de rancune et d'opportunisme. Son épouse ne reste que tant que l'argent dure... ses "amis" le considèrent uniquement comme une proie fortunée... et sa propre mère le regarde de haut — il est devenu "obsédé par l'argent", selon elle !

Que faire ? C'est ce que nous verrons dès lundi !

## « Youpi ! Le chômage baisse de 11 000 personnes en août. Ha ha ha ha ha ha ha !... »

Charles Sannat 26 septembre



Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

N'oubliez surtout pas que je rigole de voir autant de gens dans toutes les familles subir les affres d'un marché du travail devenu épouvantable. Je ne suis pas seul dans mon coin en ayant un CDI tranquille bien au chaud. Non, je suis comme chaque Français d'en bas avec plus ou moins de dents mais, en ce qui me concerne, beaucoup de mordant. Et nous avons dans notre entourage forcément des personnes qui galèrent et qui galèrent vraiment. Alors non, je ne rigole pas de cela, je rigole parce qu'il vaut mieux en rire qu'en pleurer et que l'humour doit être une arme et une protection de l'incurie de ceux qui nous gouvernent, de leur incompréhension totale de ce qu'est la vraie vie des vrais gens, de ce que c'est de vivre avec 500, 1 000 ou même 2 ou 3 000 euros par mois mais pas avec 10 K€, une voiture de

fonction et la « cantoche » de l'Assemblée nationale.

Je me gausse de Rebsamen, notre mamamouchi en charge du bien mal nommé « ministère de l'Emploi », rien que le nom de ce ministère en pleine période de chômage de masse est une blague. Une blague, le ministre l'est aussi. Celui-là et ceux d'avant. Incapables, ne faisant rien, ne pouvant rien, ne voulant rien, otage bien consentant d'un système économique devenu fou et que personne, personne ne veut réellement faire changer tant la minorité qui gagne se goinfre désormais sur le dos du reste des peuples.

Je ris, oui, je ris de ces pleins de la bonne soupe (payée par nous autres pauvres con-tribuables) et qui nous expliquent doctement, comme ce fut le cas de Rebsamen, celui qui voulait sanctionner les chômeurs, que les chiffres du mois d'août permettent de « respecter les objectifs, c'est-à-dire moins de 3 millions de chômeurs ». Sauf qu'ils ne sont pas 3 millions les chômistes chômant mais très exactement : 5 595 600... soit en gros 5 millions et demi. Je m'excuse de réduire ces souffrances à un chiffre et à une statistique mais toutes catégories confondues ils seront bientôt 6 millions.

### **Comment ça 6 millions, le gouvernement parle de 3 !!**

Tu racontes n'importe quoi mon pauvre Charles. Ce n'est pas ma femme pour une fois qui est dubitative mais mon père (un sans-dents lui aussi, et ne me demandez pas de lui acheter un dentier... il n'acceptera des sous de ses enfants que le jour où un juge l'aura mis sous tutelle, d'ailleurs si il y a un magistrat parmi vous prêt à me signer une tutelle juste le temps de le forcer à se poser des dents...). Bref, il a tout de même fallu que je lui mette sous les yeux l'impression du document de la DARES (qui est le service qui comptabilise les chômeurs pour le compte du mamamouchi ministre des chômistes) pour qu'il me regarde l'air éberlué... « Ben ça alors, ça m'en bouche un coin... » Je sais papa... « Ben ça doit être au moins deux fois plus dur de trouver du travail vu qu'ils sont deux fois plus nombreux que ce que je pensais... » Oui, c'est exactement ça papa.

« Mais alors fils, l'autre, là, le Rebsamen, il a dit qu'il voulait sanctionner les chômeurs, et qu'est-ce qu'il a fait depuis ? »

Eh bien il a sanctionné les chômeurs, enfin disons qu'il dit qu'il y a 11 000 chômeurs de moins que le mois d'avant, mais, il en a viré 28 700 de plus que le mois d'avant pour « cessation d'inscription pour défaut d'actualisation ».

Donc en fait  $+ 28\ 700 - 11\ 000 = + 17\ 700$  chômeurs chômeurs en plus.

« Mais c'est quoi une cessation d'inscription pour défaut d'actualisation ? »

Papa, quand tu es chômeur, tous les mois tu dois actualiser ta situation par Internet en te connectant sur [paulemploi.fr](http://paulemploi.fr) (regard éberlué du père qui se tient loin de tout ce qui peut ressembler à un écran avec clavier)... Heu, tu dois remplir un formulaire en cochant des cases pour savoir si tu as ou pas travaillé ce mois-ci, si tu recherches bien du boulot ou si tu as fais quelques heures de temps partiel à droite ou à gauche. Si tu bricoles un peu tu dois le dire. En fait, tous les mois, tu dois faire une déclaration à Paul emploi.

Évidemment, au mois d'août, le soleil brille, les employeurs et les DRH sont tous en vacances, donc... les chômeurs n'ont pas grand-chose à faire et tous les étés il y en a plein qui oublient tout simplement de renvoyer ce papier (et maintenant de se connecter sur Internet). Ils sont donc automatiquement radiés et pas payés bien sûr.

« Tu m'en diras tant... »

Mais ce n'est pas tout papa. Il y a même 1,7 % de fin de missions de CDD en plus qu'en juillet, sans oublier les licenciements économiques qui augmentent encore d'un petit poil, environ 0,7 %. Je te passe le fait qu'il y ait 3 000 malades de plus qui, du coup, relèvent de la sécu et plus du Paul emploi (les chômeurs aussi peuvent être en arrêt maladie)....

« Ce n'est vraiment pas bon alors ? »

Vraiment pas bon, non, et pas du tout encourageant.

« Mais comment peuvent-ils nous débiter autant d'âneries et nous mentir à ce point tous les jours alors ? Ils disent que ça baisse alors que tu viens de me démontrer preuves à l'appui que ça monte... C'est dingue ! »

Le problème c'est que nous sommes dans une ère d'hyper-communication où plus personne ne prend la peine de se donner de la peine. Personne ne veut plus lire plus de 30 secondes, toute pensée doit être réduite à un slogan ou à un tweet de 140 caractères, alors il n'y a plus de place pour l'analyse. Juste quelques chiffres, quelques faits, pour le reste la « star-ac » et autre émission de télé-réalité pourvoient à l'occupation du temps de cerveau disponible des masses.

Un chiffre chassera l'autre, demain une autre information viendra tout

balayer, puis on passera à la suivante dans un flot continu et perpétuel qui finalement empêche les gens de voir la situation, de prendre du recul, le temps de la réflexion... et donc de réagir.

Étouffés sous l'immédiateté de l'information et de la société, nous sommes condamnés à regarder les trains passer sans jamais pouvoir monter dedans.

« Tu n'es pas très optimiste dis-donc, mais tu as raison, tout va trop vite. »

Oui et c'est fait exprès, c'est volontaire, c'est un outil de ce que l'on appelle « la fabrication du consentement », cette immédiateté nous met par définition dans une position de soumission et cela altère fondamentalement le fonctionnement démocratique de nos sociétés. Ralentir n'est pas un luxe, c'est devenu une nécessité.

Préparez-vous et restez à l'écoute.

À demain... si vous le voulez bien !!

## [USA : chiffres catastrophiques ...](#)



Le Département du Travail américain a publié les inscriptions hebdomadaires au chômage, qui ont progressé de 12 000 personnes par rapport à la semaine précédente pour s'établir à 293 000.

Plus grave, les commandes de biens durables américaines ont enregistré un plongeon spectaculaire en août, en baisse de 18,2 % sur un mois.

Évidemment, tous les commentateurs ont pu conclure que la reprise américaine était forte et saine et que cela était dû au froid persistant même au mois d'août et surtout en Floride où les crocodiles n'arrivent plus à se reproduire de même que les investissements.

Charles SANNAT [Source 1](#) [Source 2](#)

## La guerre des nerfs pour l'or... Les Suisses vont-ils réclamer le rapatriement de leurs réserves d'or détenues à l'étranger ?

Un bon article de l'Express.be sur la votation suisse à venir concernant le rapatriement des réserves d'or de la Suisse vers la Suisse... J'en connais qui vont pas tarder à avoir des problèmes de disponibilité de lingots...

Charles SANNAT

Le 30 novembre prochain, les Suisses se prononceront sur un référendum qui pourrait aboutir au rapatriement des réserves d'or du pays.

La votation « Il faut sauver l'or suisse » a été proposée par un parlementaire, Luzi Stamm. Avec deux autres députés, il a recueilli les 100 000 signatures nécessaires à l'organisation d'un référendum national. Ils s'inquiétaient de ce qu'une partie de ces réserves d'or suisses ont été confiées à des pays qui ont été frappés par de graves crises économiques, en particulier les États-Unis et les pays de la zone euro.

Mais en avril 2013, par « souci de transparence », la Banque nationale suisse (BNS) a indiqué qu'elle conservait elle-même sur le territoire suisse 70 % des 1 040 tonnes d'or du pays, et que le stockage des 30 % restants était partagé entre la Banque d'Angleterre (20 %) et la Banque centrale du Canada (10 %).

Outre le retour des réserves d'or de la Suisse détenues à l'étranger, les 3 députés réclament que la BNS soit contrainte de détenir 20 % de ses réserves en or, et l'arrêt de la revente des réserves d'or.

La Suisse a revendu la moitié de ses 2 600 tonnes d'or en 1999, alors que les cours étaient au plus bas, rappelle Egon von Greyerz, le fondateur de Matterhorn Asset Management AG (MAM) et de GoldSwitzerland sur le site Goldbroker. Une partie significative des réserves restantes a été louée ou vendue.

Von Greyerz explique pourquoi la BNS répugne à organiser l'audit de l'or physique stocké à l'étranger :

La plupart des gouvernements et des banques centrales n'aiment pas l'or, car il révèle la baisse de valeur de la monnaie-papier. Depuis la création de la FED aux États-Unis en 1913, toutes les grandes monnaies, dont le franc suisse, ont perdu entre 97 % et 99 % de leur valeur par rapport à l'or. Voltaire disait déjà en 1729 : « Toutes les monnaies de papier retournent à leur valeur

intrinsèque – ZERO. »

Les Suisses ne sont pas les seuls à réclamer le rapatriement de leurs réserves d'or détenues à l'étranger. En janvier, c'est l'Allemagne qui a manifesté une certaine nervosité au sujet de ses réserves d'or réparties entre la Réserve fédérale de New York, la Banque d'Angleterre, et la Banque de France. Le pays a initié un programme de rapatriement progressif de ses réserves, et il souhaite avoir récupéré la moitié de ses réserves physiques du métal précieux d'ici 2020. La Bundesbank a missionné certains des membres de son conseil de gouvernance pour qu'ils se rendent à New York constater par eux-mêmes que les réserves d'or que l'Allemagne conserve aux États-Unis s'y trouvent toujours.

[Lire la suite de cet article ici](#)

## **Du vrai Ponzi à la fausse richesse, tournez manèges**

**L'Edito du Jeudi 25 Septembre 2014: Par Bruno Bertez**

Au fil du temps, la connaissance progresse, les prises de conscience s'effectuent. On comprend beaucoup mieux maintenant ce qui s'est passé en 2007/2008 et la logique qui opère dans le « traitement » de la crise. Quand on voit clair, les choses sont simples ou plus exactement, elles se simplifient. Le géant de l'investissement obligataire, Bill Gross de Pimco expose maintenant clairement l'analyse que nous promouvons depuis 2008. Il chiffre les besoins de reproduction du Système Américain et ceci éclaire d'un jour nouveau la question des conséquences du taper.

Dans notre dernier envoi, nous avons choisi de mettre en évidence le comportement négatif des marchés émergents, la baisse de leurs indices boursiers, le recul de leur change et la hausse des taux. Nous avons également pointé l'allure médiocre des marchés de matières premières. Nous avons, à ce stade, rappelé l'épisode de la mi 2013, le début de déroute et de dislocation des marchés provoqués par les rumeurs et les perspectives de « Taper ». Les capitaux les plus peureux ont quitté les places émergentes, dans l'idée que, si la liquidité vient à se restreindre, alors ce seront ces places qui seront les premières asséchées.

Le mouvement constaté la semaine dernière ne s'est, ni poursuivi, ni amplifié, il s'est amorti. Certes, l'indice MSCI des émergents a perdu 0,7%, mais ce n'est rien ou quasi. Les causes de la baisse, disent les médias, sont le

ralentissement chinois, les craintes de hausse des taux et les fuites de capitaux. On peut y ajouter les inquiétudes géopolitiques, même s'il est de bon ton de ne pas trop en parler. Nous sommes loin de la déroute de 2013 puisque les émergents conservent un gain, en terme d'indices, de 5 à 6% sur les niveaux de début d'année. Là aussi, semble-t-il, on achète le « dip », au prétexte que les multiples chez les émergents sont plus bas que ceux des pays développés. On serait, selon les références choisies, entre 11 et 15 fois les résultats à venir.

Laissons donc les émergents, a priori ce n'était qu'une fausse alerte, une fausse alerte normale puisque chacun sait que le danger étant connu et surveillé, il y a peu de chances qu'il se concrétise.

En fait, il faut admettre que personne n'a peur. La Fed va réduire ses achats de titres à long terme, c'est la fin, mais on se dit que la BCE va prendre le relais et puis que la Bank of Japan, n'est-ce pas, est toujours là. Yellen n'a étonné personne, elle a ajusté son pilotage en affirmant que les taux resteront bas pendant un temps considérable, elle a plus ou moins confirmé le calendrier même si elle a haussé le niveau prévu des taux pour les années à venir. La Réserve Fédérale abaisse ses prévisions de croissance économique, rien de bien marquant dans tout cela, c'est la routine. Pour fournir un hommage du vice à la vertu, on va même jusqu'à mettre en place un comité qui va surveiller ou veiller au risque financier et peut -être même va regarder s'il y a des bulles. Le dissident de service, Fischer, va animer ce comité. A notre avis, ce comité devrait se pencher sur Alibaba et autres vedettes des réseaux sociaux, cela lui fera une occupation et cela ne gênera personne.

Tout cela est conforme, et a permis de battre les records, comme il se doit. Pas de surprise.

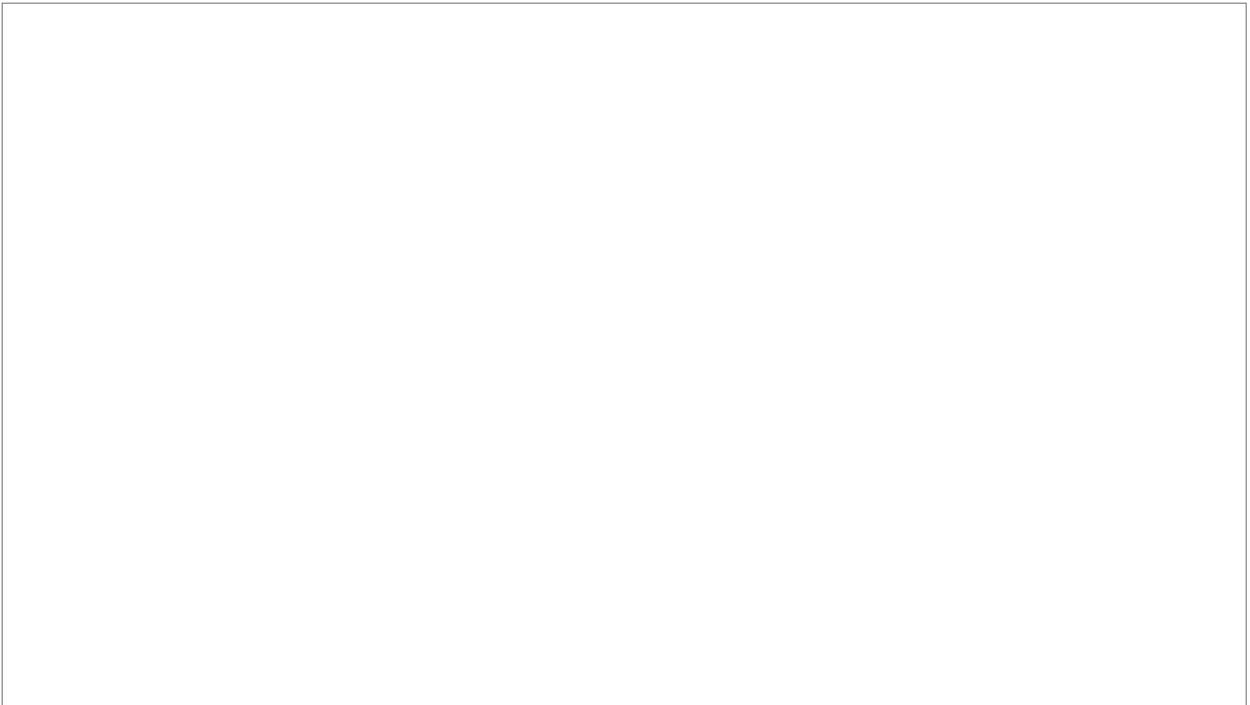
[Nous avons eu beaucoup de plaisir à lire la dernière note du mois d'Aout de Bill Gross, c'est toujours intéressant, mais là, c'était un régal.](#) Pensez, elle est intitulée, « For wonks only », c'est à dire « réservé aux intellos ». Nous nous sommes donc précipités.

Voici ce que dit Gross en substance car la traduction littérale serait lourde.

Une économie financière basée sur le crédit a besoin, pour sa survie, que le crédit émis progresse sans arrêt. Sans crédit nouveau additionnel, les intérêts sur les dettes qui ont été émises précédemment ne peuvent être payés. Ils ne

peuvent être payés que par la vente d'assets existants, ce qui, en retour, produit un cercle vicieux de déflation de dettes, produit de la récession et finalement de la dépression. C'est cette expansion de crédit public et privé que la Fed et la BOE ont réussi à fabriquer au cours des 5 dernières années, tandis que leurs consœurs de la BCE et de la BOJ ont échoué à la produire. La question est: quel est le taux de croissance du crédit nouveau qu'il faut engendrer pour pouvoir payer la note des crédits anciens et, surtout, quel est le volume de Quantitative Easing qu'il faut faire pour obtenir ce taux de progression du crédit ?

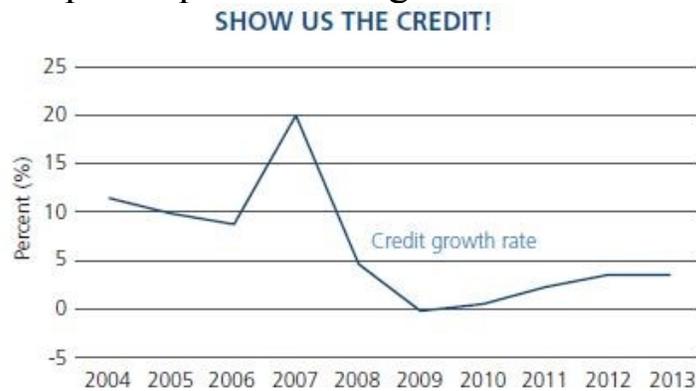
On ne peut mieux définir nos systèmes et la voie sur laquelle ils sont engagés. Cela vient d'un des plus grands parmi les grands, Bill Gross.



Souvenez-vous, si vous êtes un lecteur fidèle, nous développons régulièrement l'idée que pour faire tourner la machine économique américaine et honorer les dettes, fabriquer des revenus, il fallait trouver le moyen de produire 2 trillions de dettes nouvelles par an. En-dessous, la machine se grippe. Gross n'utilise pas exactement les mêmes agrégats que nous, mais ce qui compte, c'est la démarche. Il pense que le coût, le taux d'intérêt, attaché à la dette américaine déjà en circulation est de l'ordre de 4,5%. Il prend les chiffres fournis par la Fed avec sa méthodologie et additionne la dette privée non financière, la dette du gouvernement, et la dette financière: il arrive à un stock de dettes existantes de 58 trillions. Ce qui veut

dire que, pour se reproduire, sans avoir à vendre des assets, et payer les intérêts de 4,5%, le Système américain a besoin de créer, tout confondu, public, privé et secteur financier, 2,5 trillions de nouveau crédit par an. Notre chiffre de 2 trillions est inférieur à celui de Gross car nous n'incluons pas le secteur financier. Nous, nous considérons qu'avec 2 trillions, on peut créer assez de revenus pour tout faire et payer les intérêts attachés au stock de dettes. Faute de ces deux trillions, il faut que quelque chose cède et craque.

Selon Gross, le Système américain a réussi à produire une croissance du crédit de 2% seulement au cours des 5 dernières années et ce n'est qu'au cours des 12 derniers mois que l'on s'est rapproché de la couverture des besoins, avec une progression de 3,5% du crédit nouveau. Au cours du second trimestre, les autorités monétaires et le Gouvernement ont réussi à produire du crédit au rythme de 2,32 trillions l'an, secteur financier compris; nous ne sommes pas loin de la satisfaction des besoins. Si on traduit dans nos chiffres, lesquels ne comprennent pas le secteur financier, donc on retire moins 353 milliards, alors on arrive pour ainsi aux 2 trillions dont nous parlons régulièrement (2,320 – 353). Le gouvernement a pu se permettre de créer moins de crédit parce que les ménages et le business ont pris le relais.



Source: Federal Reserve

Chart 1

Il est évident, comme le dit Gross, que le crédit de la Fed est central dans cette évolution, c'est la Fed qui insuffle la dynamique du crédit dans le Système : l'argent qu'elle met en mouvement, tourne littéralement et va alimenter, inflater, aussi bien les revenus que les prix des assets. Il va tourner et inflater la « richesse » des agents économiques. Le crédit de la Fed, Fed-crédit, a progressé de près de 26% sur 12 mois ! Grâce à cela, les revenus recommencent à progresser, ce que l'on a vu au second trimestre, les salaires également. Mais le plus important, dans le dispositif, n'est pas là, il est dans

l'envolée de la « richesse ».

La « richesse » des ménages a galopé. Ils se sont « enrichis » en net de 8 trillions en 12 mois et de 14, 5 trillions en deux ans! Cette richesse nette tombée du ciel atteint le chiffre de 82 trillions, alors que, juste avant la crise, elle était à un record de 66 trillions.

Vive les crises ! Grâce à elles, la fortune des ménages américains a progressé de près 16 trillions en 5 ans. Plus on chôme, moins on investit, plus on devient riche, plus on peut créer de dette... le mouvement perpétuel en sorte.

Plus sérieusement, nous dirons que personne ne sait où l'on va, personne n'a de modèle de ce qui va se passer quand on va essayer de drainer et contrôler les réserves. Les chemins suivis par l'argent de la spéculation sont opaques, le carry qui a été généré encore plus. Et, surtout les localisations du levier sont mystérieuses pour tout le monde. Quelle sera la sensibilité du crédit aux tentatives de normalisation? Personne ne sait, parce que personne n'a compris comment, finalement, tout cela fonctionnait.



## L'ESPRIT DE MUNICH ET DE YALTA NOUS A RATTRAPÉS

25 septembre 2014 par François Leclerc

Dissident et condamné à 7 ans de camp en URSS, ami d'Andrei

Dimitrievitch Sakharov et intransigent combattant de toujours pour le respect des droits de l'homme, opposant à la guerre en Tchétchénie, l'un des fondateurs de Memorial vient de reprendre du service. Il s'appelle Sergueï Adamovitch Koralev et a 84 ans.

Dans une lettre ouverte datée de Moscou adressée aux députés européens qui lui ont attribué le prix Sakharov, il interpelle le monde occidental : « Le monde aurait été différent s'il n'y avait pas eu la honte de Munich et de Yalta », s'indigne-t-il une fois encore pour déplorer les trop nombreuses concessions des dirigeants européens envers la Russie, ainsi que « l'indifférence immorale du pragmatisme politique ».

Surprenant par son ampleur ses organisateurs, une « Marche de la paix » a rassemblé dimanche dernier plusieurs milliers de manifestants à Moscou, avec comme slogans « Non à la guerre en Ukraine » et « Stop aux mensonges de Poutine ». Ceux-ci arboraient des drapeaux russes et ukrainiens, et l'on pouvait lire sur des banderoles « Ukraine, nous te demandons pardon ».

Quelle leçon de la part de ceux qui savent de quoi ils parlent ! Quel renoncement de la part de ceux qui les accumulent !

## **Financements automobiles aux Etats-Unis : gare à Big Brother**

*Posté le 26 septembre 2014 par Bruno Colmant*

Le problème avec la digitalisation de notre économie, c'est qu'on en appréhende mal les conséquences, tant immédiates que lointaines.

Nous sommes tous imprégnés d'un biais cognitif qui nous empêche de penser que des méthodes traditionnelles peuvent être disloquées par la technologie.

C'est le cas des financements d'automobiles.

Quoi de plus normal que d'emprunter pour acheter une voiture, que ce soit au travers d'un contrat de location ou de leasing ?

Dans ce type de contrat, tout se passe bien jusqu'à ce qu'on ne paie plus les échéances. Il s'ensuit alors des échanges de courriers jusqu'à l'éventuelle reprise de la voiture, assortie d'une sérieuse facture finale.

Pour éviter ce problème, des entreprises de financement voiture américaines ont trouvé une astuce effrayante : les voitures financées sont assorties d'un

interrupteur qui peut éteindre le moteur à distance en cas de non-paiement. Grâce à internet et aux GPS, ces entreprises peuvent suivre en temps réel la localisation des voitures et les désactiver sur un simple clic de souris. L'emprunteur en retard d'échéance est alors immobilisé, où qu'il soit, jusqu'au moment où il se met en ordre de paiement.

Ce système est aussi pratique pour saisir les voitures puisque leur localisation est fournie en temps réel.

Bien sûr, on fait l'impasse sur les cas d'urgence, les difficultés temporaires de paiement et le respect de la vie privée.

Et peut-être que nous verrons, un jour, les portes de nos maisons rester closes si l'emprunt hypothécaire n'est pas honoré, un peu comme une carte de crédit qui se désactiverait.

*No place to hide.*

Bienvenue ... en 2014.

## **Le commerce mondial s'affaiblit... Les banques centrales peuvent tout imprimer, mais pas le commerce**

par Audrey Duperron · 26 sept. 2014 Express.be



Les histoires des succès de l'iPhone 6 et de l'introduction en bourse pléthorique d'Alibaba pourraient nous faire oublier certaines réalités économiques. Mais certaines entreprises, qui jouent un peu le rôle de baromètre de l'économie mondiale, parce que leur niveau d'activité est un indicateur fiable représentatif d'un ensemble de secteurs, nous rappellent à la réalité de la conjoncture mondiale actuelle. C'est notamment le cas de Caterpillar, le plus grand fabricant de machinerie lourde dans le monde.

Or, les ventes de Caterpillar se sont érodées sur les 6 derniers trimestres, notamment en raison de l'affaiblissement de la croissance sur ses principaux marchés, et de la baisse des cours des produits miniers, qui induisent des reports d'achat de la part des exploitants de mines.

La baisse est particulièrement sensible en Chine, où le secteur de la construction commence à connaître un ralentissement, et au Brésil, qui est entré en récession. Au total, les ventes des mois de juin, juillet, et août se sont écroulées de 33% par rapport à l'année dernière.

La société hollandaise de messagerie, TNT est elle aussi un excellent baromètre de l'économie mondiale, parce qu'elle reflète le niveau des échanges commerciaux à travers le monde. Mais cette semaine, les actions de la compagnie se sont écroulées de 11% après que la compagnie a émis un « profit warning », c'est-à-dire averti qu'elle n'atteindrait pas ses prévisions de bénéfice pour l'année en raison du ralentissement de la croissance en Europe et aux Etats-Unis.

TNT avait anticipé initialement une croissance économique en Europe de l'ordre de 2 à 3%. Mais dans un communiqué, elle explique que « Commercialement, la situation générale en Europe s'est encore dégradée, et la pression de la concurrence a augmenté ».

« Vous êtes surpris ? Ne le soyez pas. Souvenez-vous, dans le « nouveau anormal », les banques centrales peuvent tout imprimer, sauf le commerce, ce qui explique pourquoi hier l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) a réduit une fois de plus ses prévisions pour les échanges mondiaux, affirmant que le commerce de biens va croître de 3,1% cette année, bien moins que les 4,7% qu'elle avait prévus en avril. Elle a cité «une croissance du PIB plus faible que prévu au cours du premier semestre», selon un communiqué. (...)

Bien sûr, l'Ukraine et Ebola sont les boucs émissaires mondiaux pour une nouvelle année de prévisions fausses. (...)

Finalement, surveillez le commerce, parce qu'il est réellement l'indicateur le plus important de ce qui se passe réellement dans l'économie mondiale », écrit Zero Hedge.

**Adieu la voiture en ville:**  
**La Finlande a peut-être inventé le système de**  
**mobilité du futur**

par Arnaud Lefebvre · 24 sept. 2014 Express.be



Le nouveau plan intelligent de mobilité de la capitale finlandaise Helsinki, basé sur l'amélioration des trajets et sur l'autonomisation des voyageurs grâce aux smartphones, pourrait faire en sorte que la voiture particulière disparaisse des capitales européennes dans dix ans. Cette stratégie de mobilité intelligente « à la demande » prévoit une transformation radicale du système traditionnel de transport qui deviendrait obsolète.

**Sur Mother Nature Network**, Jim Motavalli, journaliste auprès du New York Times et spécialiste des technologies intelligentes et de différents aspects de l'environnement durable, explique qu'Helsinki est une des villes européennes les plus auto-centriques - ce qui signifie beaucoup de voitures mais encore plus centrée sur l'emploi du vélo et des transports en commun. Le concept du covoiturage et les systèmes innovants d'applications mobiles de services de transport de personnes comme Uber ou Lyft rencontrent énormément de succès dans la ville. Les Finlandais ont presque inventé le téléphone portable avec Nokia et il y a quatre ans, ils employaient déjà cet appareil pour pratiquement tout, souligne Motavalli.

Cette utilisation du smartphone pour faciliter la mobilité pourrait augmenter

lorsqu'Helsinki introduira l'année prochaine un projet pilote de système de mobilité à la demande avec entre autres des fonctions telle que le partage de voitures dans toute la ville. Tout ce que l'utilisateur devra faire via une application sur son téléphone, c'est dire où il se trouve et où il souhaite aller. Son voyage sur le moyen de transport adéquat sera ensuite planifié et facturé. Selon le journal Helsinki Times, le système est assez intelligent pour savoir s'il va pleuvoir et si vous seriez mieux dans un bus plutôt que sur un vélo de ville intelligent. Le dispositif peut également prévoir si le passager doit prendre plusieurs moyens de transport (y compris le covoiturage).

En outre, le système devrait permettre aux abonnés d'acheter un forfait de kilométrage mensuel illimité. « Cela correspond parfaitement à la nouvelle génération qui ne peut vivre sans le smartphone et qui a une certaine phobie de la possession d'une voiture », explique le journaliste.

Le système public de minibus d'Helsinki Kutsuplus est déjà en route. Il permet aux passagers de se connecter sur des trajets à partir de leur téléphone et de demander à un bus de neuf personnes contrôlé par ordinateur de passer par un arrêt local. Le minibus choisit ensuite la route la plus directe. Si vous voyagez avec d'autres passagers, vous ne payez que pour le temps où vous êtes seul dans le bus. Le tarif est plus élevé que celui d'un bus traditionnel mais inférieur à celui d'un taxi et vous évitez les nombreux changements de lignes.

Récemment, Sonja Heikkilä, ingénieur des transports, avait expliqué que **[l'abandon de la voiture et le changement de système de mobilité dans la capitale finlandaise serait graduel](#)**. Selon elle, le souhait des gens est de payer moins cher et de protéger l'environnement. On peut donc les convaincre de la nécessité d'utiliser un service qui permettra d'optimiser l'utilisation des moyens de transport tout en se conformant à ces deux impératifs.

## **[Energie photovoltaïque : un secteur à surveiller aux Etats-Unis](#)**

26 sept 2014 | [Addison Wiggin](#)

▪ Va-t-on assister à une panne électrique généralisée sur l'ensemble des Etats-Unis ?

Voici la bonne nouvelle : le risque d'une catastrophe de ce genre diminue

avec le temps – non pas du fait d'un renforcement de la sécurité ou d'une meilleure surveillance mais grâce à ce que les experts high-tech appellent une "tendance technologique de rupture majeure".

Cette tendance pourrait bien s'avérer être également extrêmement lucrative.

Il n'en faudrait pas beaucoup pour mettre KO le réseau électrique américain. Ainsi, une étude menée l'année dernière par la Federal Energy Regulatory Commission (FERC, Commission fédérale de l'énergie) a conclu que lors d'une chaude journée d'été, des saboteurs déterminés n'auraient à mettre hors d'état que neuf sous-stations électriques à travers le pays (sur 55 000).

En avril 2013, une attaque contre la centrale électrique de San Jose, en Californie, a mis en évidence ce danger. Des hommes armés ont ouvert le feu pendant une vingtaine de minutes, endommageant 17 transformateurs. Ils n'ont toujours pas été arrêtés.

Quelques jours après cette attaque, le président de la FERC Jon Wellinghoff a suggéré lors d'une conférence à New York que la solution se trouvait dans un réseau électrique plus décentralisé.

Certes, il y aurait encore des centrales électriques géantes et des sous-stations semi-géantes. Mais il devrait également y avoir des piles à combustible et des panneaux solaires installés sur les toits. "Un système plus décentralisé est beaucoup plus résistant", a-t-il ajouté. "On ne peut démolir d'un seul coup des millions de générateurs distribués".

#### ▪ **Une rupture technologique majeure**

Ce projet de "millions de générateurs distribués" n'est pas une chimère de bureaucrate. C'est l'avenir. C'est "la tendance technologique de rupture majeure" selon les termes de notre collègue Stephen Petranek.

"Aux Etats-Unis, lorsque vous branchez le chargeur de votre portable dans une prise murale, vous vous connectez probablement à l'une des 500 centrales à charbon du pays. Que se passerait-il si toutes étaient fermées d'ici 2050 ?"

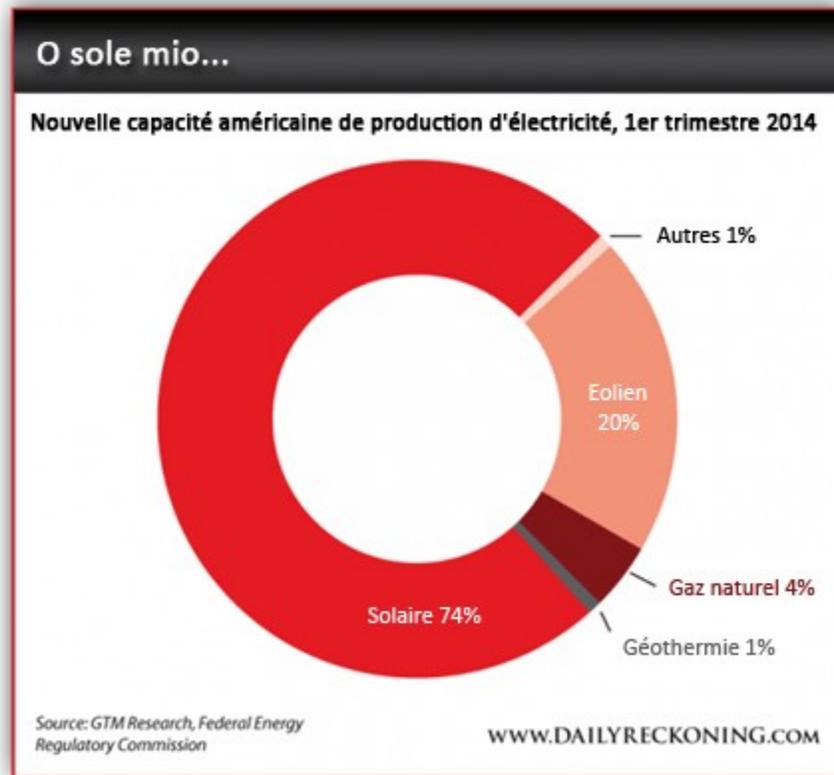
"Que se passerait-il si au lieu de provenir d'une source centralisée, votre électricité était générée à partir d'une petite centrale électrique installée sur le toit de votre maison, de votre entreprise ou de votre voiture ? Que se passerait-il si, partout où vous allez, à n'importe quel moment, l'électricité provenait d'une petite source locale plutôt que d'une centrale géante ?"

Si l'on pense "énergie solaire", la première chose qui vient peut-être à l'esprit est Solyndra, l'entreprise qui a été essentiellement financée en 2009 par le gouvernement américain et a fait faillite un peu plus tard.

Mais ça, c'était avant. "Ces cinq dernières années, une véritable révolution technologique a eu lieu dans le solaire", explique Stephen. "On a atteint des niveaux d'efficacité qu'on n'imaginait même pas. La moitié de tous les projets solaires jamais construits aux États-Unis, y compris les panneaux solaires de tailles industrielle, sur les toits de maisons et pour tout le business du photovoltaïque, ont tous été installés au cours de ces deux ou trois dernières années".

Nous sommes entrés dans l'époque du solaire. Pour preuve, voici quelques chiffres du premier trimestre de cette année donnés par GTM Research et la Solar Energy Industries Association...

- 74% des nouvelles capacités de production d'électricité proviennent de l'énergie solaire (voir graphique)
- Pour la première fois, les installations solaires résidentielles (232 mégawatts) ont dépassé les installations commerciales (225 mégawatts)
- Aujourd'hui le solaire représente 14,8 gigawatts de capacité installée — assez pour alimenter trois millions de foyers.



Selon le Center for American Progress, le moteur de cette croissance est la classe moyenne : "plus de 60% des installations solaires ont lieu dans des régions aux revenus moyens, allant de 40 000 à 90 000 \$".

Au niveau des entreprises, Stephen prévoit une croissance phénoménale :

*"Google a annoncé un plan pour produire toute l'électricité dont il a besoin à partir d'énergies renouvelables. L'entreprise prévoit également de satisfaire les besoins en électricité de son nouveau méga-serveur en Caroline du Nord grâce à des cellules solaires. Wal-Mart possède 215 installations solaires rien qu'aux Etats-Unis. Costco en a 78. Walgreens en possède aujourd'hui plus de 150 et 89% des magasins Ikea en Amérique fonctionnent à l'énergie solaire. Verizon a récemment annoncé vouloir investir 100 millions de dollars d'ici la fin de l'année pour installer des panneaux solaire et des piles à combustible pour alimenter ses 19 installations à travers le pays".*

Voilà donc un secteur à surveiller !

# Déconnexion Swift de la Russie : les députés européens sont bien devenus fous...

Blog d'Olivier Berruyer [www.les-crises.fr](http://www.les-crises.fr) 25 septembre

Nous avons déjà souligné l'incroyable résolution belliqueuse du Parlement européen du 17 juillet dans ce billet.

Ils ont remis ça le 18 septembre – en pire ! En voici le texte.

Le Parlement Européen : une publicité vivante contre le régime parlementaire multinational...

Alors comme promis, un mot sur Swift.

C'est tout simplement le système reliant entre elles toutes les grandes organisations bancaires et financières mondiales.

Couper Swift en Russie, cela revient à couper tous les liens entre les banques russes et le reste du monde, interdisant donc aux banques de se refinancer à l'étranger et de traiter des devises étrangères. cela revient donc à transformer la Russie en Albanie.

Fait brutalement (et même si c'était fait pas brutalement, à mon avis), cela mettrait le système bancaire russe au tapis, et donc vaporiserait une bonne partie de l'épargne des Russes et de ses entreprises.

Bien entendu, plus aucun commerce international n'est possible, et donc la Russie ferme immédiatement les vannes du gaz – vu qu'on ne peut plus le payer (et qu'elle n'aura d'ailleurs envie de nous le vendre)...

Bref, ce serait un acte d'agression sauvage, et c'est une menace délirante, de nature à justifier une attaque préventive russe si cette idée faisait son chemin...

Chapeau bas !

Plus d'informations :

## **Quel risque pour la Russie en cas de déconnexion du système SWIFT ?**

*Dans le cadre de l'expansion des sanctions liées à la crise ukrainienne, l'Angleterre a proposé de bloquer l'accès de la Russie au système bancaire international SWIFT. Cette proposition a peu de chances d'aboutir, mais si tel était le cas, la Russie s'empresserait de créer un système équivalent*

*conjointement avec la Chine.*

Le gouvernement britannique a officiellement annoncé que la Grande-Bretagne exhorterait l'Union européenne à bloquer l'accès de la Russie au réseau bancaire SWIFT dans le cadre de l'expansion des sanctions, informe l'agence Bloomberg.

Actuellement, le réseau SWIFT réunit plus de 10 000 organisations bancaires et financières dans 210 pays du monde, la Russie compte plus de 600 participants, dont la Banque de Russie.

En cas de déconnexion du système SWIFT, les banques russes ne pourront plus gérer leurs comptes de correspondance à l'étranger, les paiements en devises seront également affectés, car toutes les informations sont transmises par SWIFT.

*« SWIFT est, essentiellement, un protocole d'interaction entre les banques. Si les codages communs sont interdits en Russie, le système bancaire russe pourrait rapidement plonger dans le chaos et connaître un effondrement partiel »,* explique Vassili Yakimkine, professeur adjoint de la faculté des finances et de la banque à l'Académie russe de l'économie nationale et analyste de FIBO Group.

Par ailleurs, les dirigeants occidentaux ne cherchent pas à bloquer tous les paiements en provenance et à destination de la Russie car, dans ce cas, ils ne pourront plus payer les ressources énergétiques et ne seront donc, pas livrés. *« En outre, cela pourrait stimuler la création par la Russie et par la Chine (ce qui est encore plus dangereux pour l'Occident) de leur propre système de paiement pour les transactions financières entre les banques de différents pays »,* ajoute Vassili Yakimkine.

### **Principal risque**

Anton Soroko, analyste de la holding d'investissement FINAM, explique que si cette restriction est finalement introduite, la Russie disposera probablement d'un certain délai pour s'adapter à la nouvelle situation.

*« Au moins, quand l'Iran a été déconnecté de SWIFT, il en avait été informé à l'avance, pas comme pour l'arrêt récent de fourniture de services aux banques russes par Visa et Mastercard »,* explique Soroko. En mars 2014, les systèmes de paiement internationaux ont bloqué en un jour les opérations sur les cartes bancaires des banques frappées par les sanctions américaines, et les

banques et les clients n'en avaient pas été avertis à l'avance.

L'analyste en chef d'UFS IC Ilya Balakirev explique que la décision de déconnecter la Russie du système SWIFT serait étrange, car l'Union européenne a souligné à plusieurs reprises qu'elle ne souhaitait pas restreindre les transactions privées. « *Aujourd'hui, les opérations en devises sont quasiment impossibles sans l'utilisation de SWIFT. Ce protocole, de facto, est une norme* », explique l'analyste.

Aussi, la « déconnexion » de la Russie de SWIFT signifie, en réalité, l'arrêt de toutes les opérations bancaires avec les banques étrangères, ainsi que des opérations en devises sur le marché intérieur. « *Les entreprises exportatrices pourraient rencontrer des difficultés, de même que les entreprises importatrices. La Russie pourrait, de la même manière, interdire aux entreprises européennes d'utiliser ses pipelines sans interdire l'exportation du gaz* », précise Balakirev.

### **Solutions alternatives**

Les sanctions sous forme de déconnexion des banques d'un pays de SWIFT ont déjà été utilisées pour faire pression sur l'Iran. En février 2002, le comité bancaire du Sénat américain a approuvé à l'unanimité la loi visant à interdire à SWIFT de servir les banques iraniennes déjà frappées par les sanctions.

Par ailleurs, SWIFT, société enregistrée en Belgique, n'était pas d'accord avec cette décision. Pourtant, un mois plus tard, en mars 2012, la société a accepté les arguments des autorités américaines et a déconnecté les banques iraniennes. « *Les États-Unis peuvent obliger les institutions financières internationales de choisir entre la poursuite de l'activité en Russie et le travail aux États-Unis en excluant la Russie du système en dollars* », explique Vassili Yakimkine.

Toutefois, seule la Grande-Bretagne qui a annoncé l'éventuelle déconnexion de SWIFT, pas les États-Unis.

La Banque de Russie étudie déjà la création d'un équivalent de SWIFT en Russie. En août 2014, le vice-ministre des Finances, Alexeï Moïseïev, a déclaré que le ministère des Finances et la Banque centrale préparaient un projet de loi sur la création d'un équivalent de SWIFT en Russie.

Le vice-ministre a expliqué qu'il existait déjà des propositions : par exemple, la société russe CyberPlat a déjà développé des solutions similaires. La

Banque centrale, elle, dispose de son propre système protégé d'échange de messages.

*« Il est sans doute impossible de créer un équivalent complet de SWIFT, car cela nécessiterait la coopération des banques à travers le monde entier, ce qui paraît peu probable »*, explique Ilya Balakirev.

Il estime que la solution pourrait consister à créer un centre de traitement SWIFT sur le territoire Russe, ce qui ne serait pas sans conséquences sur ses échanges internationaux.

Source : [Rbth.com](http://Rbth.com), 5/9/2014

### **SWIFT: la déconnexion de la Russie serait perçue comme une agression (VTB)**

La déconnexion de la Russie du réseau mondial de communications interbancaires SWIFT **serait évaluée comme une agression, et la riposte pourrait être très dure**, a déclaré vendredi devant les journalistes à Moscou le président de la Vneshtorgbank (VTB, 2e banque russe) Andreï Kostine.

« Le secteur bancaire russe est stable », a-t-il déclaré.

Auparavant, le Parlement européen a invité les pays membres de l'UE à étudier la possibilité de bloquer l'accès de la Russie au système bancaire international SWIFT. Dans ce cas, les banques russes ne pourraient plus gérer leurs comptes de correspondance à l'étranger ni même effectuer des opérations en devises sur le marché intérieur.

Le réseau mondial SWIFT réunit plus de 10.000 institutions financières de 210 pays. Des mandats pour plus de 6.000 milliards de dollars transitent chaque jour par ce réseau qui assure le transfert de données financières relatives aux paiements.

Source : [RIA](http://RIA), 19/9/2014

### **Expulser la Russie du réseau Swift**

*Les délégués présents à la conférence Sibos 2014 organisée par Swift (Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunication) à Boston à la fin de ce mois-ci souhaitent savoir si la question des sanctions économiques contre la Russie est à l'ordre du jour.*

Le fournisseur de services de messagerie financière a réagi avec colère à une récente résolution du Parlement européen (PE) appelant l'Union européenne (UE) à expulser la Russie du réseau Swift. Le projet de loi va maintenant être soumis à la Commission européenne (CE), où il aura besoin de la collaboration étroite des Etats membres agissant à l'unisson pour prendre effet.

Voici en réponse un extrait du communiqué publié par Swift : “En vertu des principes fondamentaux du droit européen, consacrés dans la Charte des droits fondamentaux de l'UE, le fait de restreindre Swift de cette manière si disproportionnée interfère avec le droit fondamental de Swift à des affaires et avec son droit de propriété. Il constitue également un traitement discriminatoire et inégal”.

**“Mentionner explicitement Swift dans une résolution de ce type du Parlement européen sur une question internationale aussi sensible créé également d'immenses dégâts à la réputation de notre entreprise.** Notre mission est d'être un fournisseur mondial et neutre au service de l'industrie financière. La fourniture de services de messagerie financière à des entités russes n'est pas affectée par les mesures actuellement en vigueur”.

Bloquer l'accès à la Russie au système SWIFT reviendrait quasiment de facto à couper la Russie du reste du monde puisque l'ensemble des transactions financières et commerciales de la planète passent par ce système ou presque.

La résolution du Parlement européen fait écho à une demande similaire par le Conseil européen (CE) à Swift en 2012, lorsque le CE a ordonné au réseau de déconnecter l'Iran dans le cadre d'une campagne visant à bloquer le programme nucléaire du pays. Bien que la position de Swift soit politiquement neutre, il a, à l'époque, respecté les souhaits du CE.

Une personne de premier plan dans le système bancaire russe a cependant indiqué qu'elle croit que le Parlement est en train de bluffer. S'exprimant cette année lors d'un forum international d'investissement, qui s'est tenue dans la ville russe de Sotchi, Andrei Kostin, PDG du Groupe VTB, deuxième banque de Russie, a déclaré le 19 septembre : “Je pense que cela ne va pas se produire. Je nomme ceci un acte d'agression direct contre le système financier de la Russie avec toutes les conséquences ultérieures possibles. Il s'agit d'une mesure très difficile.”

L'alarme de Swift a sans doute été renforcée par des rapports qui précisent que les autorités russes sont en discussion avec la Chine pour l'établissement d'un système alternatif de transaction interbancaire. La Russie a annoncé publiquement son intention de réduire la dépendance du marché financier russe envers SWIFT depuis l'instant où les Etats-Unis ont commencé le renforcement des sanctions économiques à l'encontre de la Russie.

Source : [finyear.com](http://finyear.com)

## **Moscou et Pékin songent au système de transactions financières commun**

Par La Voix de la Russie | La Russie et la Chine sont en train de discuter de la possibilité de créer un analogue du système SWIFT pour les transactions entre les deux pays, a indiqué le vice-premier ministre Igor Chouvalov à l'issue des entretiens à Pékin avec des représentants des entreprises dans le cadre d'une réunion de la commission russo-chinoise sur les investissements.

M. Chouvalov a souligné que le côté chinois avait soutenu l'initiative et les services compétents sont actuellement en train d'étudier la possibilité de sa mise en œuvre.

L'idée de créer un analogue du système SWIFT est survenue après les menaces formulées par les pays de l'UE d'évincer la Russie du système mondial des paiements interbancaires en guise de sanctions suite aux événements en Ukraine. Ce n'est pas sûr que cette menace puisse véritablement être mise en œuvre, car l'interdépendance économique entre la Russie et l'UE est trop grande. Ainsi, la part du gaz russe sur le marché européen a augmenté de 25% à 33% depuis 2010. Et l'Europe sera toujours obligée de régler la facture à la Russie pour le gaz. Donc bloquer l'accès à ce système de paiements internationaux poserait beaucoup de problèmes.

Ces appels de déconnecter la Russie du système SWIFT resteront plutôt des déclarations politiques. Mais un verrouillage d'essai pourrait bien être mis en œuvre. Par exemple, le Royaume-Uni propose de déconnecter la Russie du système SWIFT pendant deux semaines. Il est peu probable que l'exclusion intégrale de la Russie de ce système, comme ce fut le cas pour l'Iran, soit possible.

Toutefois ces « menaces de sanctions » créent un sentiment d'incertitude chez les hommes d'affaires et les investisseurs. Ils sont inquiets d'investir des

fonds, alors que de nouvelles limitations pourraient suivre, provoquant le gel de toutes les transactions pendant un certain temps. Pour éviter d'éventuelles restrictions, la Russie a proposé de créer son propre système de sauvegarde des paiements interbancaires, explique l'économiste en chef de Sberbank CIB Evgueni Gavrilénkov.

« Cette idée est logique et réaliste. Il est possible de créer un système indépendant, car la technologie SWIFT n'est pas unique. Tout le processus pourrait prendre environ deux ans. Une autre question c'est à quel point un tel système sera demandé par le marché. Car SWIFT est un système mondial que tout le monde utilise. Ce n'est pas sûr que les banques étrangères qui utilisent activement le système SWIFT, rejoignent ce nouveau système ».

Selon Evgeny Gavrilénkov, la viabilité de ce nouveau système dépend principalement du nombre de banques qui seront intéressées à s'en servir. Mais les banques chinoises ont déjà évoqué leur intérêt dans la création de ce nouveau système. Une alternative au SWIFT est une perspective alléchante pour la Chine, car elle permettra de réduire la dépendance de la volonté politique des pays occidentaux dans le domaine commercial. Et en perspective, l'idée serait d'abandonner progressivement l'utilisation du dollar et renforcer le rôle du yuan chinois dans les transactions internationales.

### **Une alternative aux systèmes de paiement pour les particuliers**

Si l'alternative au système SWIFT est destinée à garantir les paiements interbancaires, il y aura aussi une alternative aux paiements des particuliers russes, sans passer par les systèmes de paiement occidentaux. Il s'agit d'élargir la présence du système de paiement chinois Union Pay sur le marché russe. Pour l'instant ce système de paiement joue un rôle plutôt marginal en Russie avec seulement plusieurs dizaines de cartes du système de paiement chinois émises en Russie. Cependant, au cours des trois ans à venir, le nombre de cartes de Union Pay émises en Russie devrait atteindre deux millions, selon le porte-parole du système chinois Fan Riguang.

Le vice-premier ministre russe Igor Chouvalov a déclaré que le système Union Pay est prêt à coopérer pleinement avec la Russie pour créer un système national des cartes de paiement. La partie chinoise va proposer de se servir de son infrastructure pour les paiements et en yuans et en roubles.

Le système de paiement chinois ne va certes pas évincer du marché russe les

systemes Visa et Master Card. Tout comme nous ne risquons pas abandonner les transactions par le biais de SWIFT du jour au lendemain. Mais les perspectives de ces systemes alternatifs sur les marches nationaux et internationaux sont assez prometteuses. Surtout que pres de la moitie des echanges bilateraux entre la Russie et la Chine, pourraient etre effectuees en yuans et en rouble, comme l'a declare le vice-ministre des Finances, Alexei Moïsseïev.

Les chefs des deux Etats ont declare en mai de cette annee a Shanghai leur volonte d'augmenter la part des transactions en yuans et en roubles entre les deux pays. Selon le vice-ministre des Finances de Russie Alexei Moïsseïev, dans un avenir proche, les parties vont preparer un accord intergouvernemental sur la transition vers les transactions en monnaies nationales.

Source : [ruvr.ru](http://ruvr.ru), 11/9/2014

## **A l'ONU, Rohani dénonce les "erreurs" de l'Occident**

AFP et i24news.tv 25 septembre

**Le président iranien a évoqué les "agressions" contre l'Afghanistan et l'Irak et les "ingérences" en Syrie**



"Barack Obama à la tribune de l'Onu le 23 septembre 2014 à New York lors du sommet sur le climat  
"Don Emmert (AFP)

Le président iranien Hassan Rohani a dénoncé jeudi à l'ONU la stratégie erronée de l'Occident au Moyen-Orient, citant notamment les ingérences inappropriées en Syrie.

"Les agressions militaires contre l'Afghanistan et l'Irak et les ingérences inappropriées en Syrie sont de clairs exemples de cette approche stratégique erronée au Moyen-Orient", a déclaré M. Rohani, dont le pays soutient les régimes irakien et syrien.

"Nous avons toujours pensé que la démocratie ne pouvait pas être transplantée de l'extérieur (...) ce n'est pas un produit commercial qui peut être exporté d'ouest en est", a poursuivi le président iranien, qui n'a toutefois pas commenté directement les frappes occidentales et arabes menées en Irak et en Syrie contre les jihadistes de l'Etat islamique (EI).

"Quand les généraux font irruption dans une région, ne vous attendez pas à ce que les diplomates les accueillent chaleureusement. Quand la guerre commence, la diplomatie se termine. Quand des sanctions sont imposées, la haine pour ceux qui les prennent se développe", a-t-il lancé, alors que l'Iran est soumis à des sanctions internationales en raison de son programme nucléaire controversé.

"Le Moyen-Orient désire le développement et est épuisé par la guerre", a poursuivi M. Rohani, affirmant qu'il y avait dans la région "des politiciens et des élites modérés, qui bénéficient de la confiance de leurs peuples".

"Les voix de ces responsables sont les voix de la modération dans le monde islamique", a-t-il insisté, mettant en garde contre la volonté d'hégémonie des pays occidentaux et arabes membres de la coalition internationale contre les jihadistes de l'EI.

(AFP)

## **Pourquoi la demande chinoise en charbon touche peut-être à sa fin**

Par OilPrice.com - oilprice.com  
Publié le 26 septembre 2014

Un récent [rapport](#) publié par Greenpeace montre que la consommation de

charbon de la Chine a décliné pendant la première moitié de cette année, et de nouvelles données gouvernementales suggèrent que les importations de charbon du pays aient diminué. Selon les estimations, d'ici la fin de cette année, les importations de charbon de la Chine devraient être 8% inférieures à leur niveau de 2013.

La Chine a importé 18,86 millions de tonnes de charbon en août, un record à la baisse depuis septembre 2012.

Cette baisse de la demande est due en partie au ralentissement de l'économie chinoise. Après plusieurs années de taux de croissance à deux chiffres, le PIB de la Chine n'a gagné que 7,7% en 2013, et devrait éprouver des difficultés à atteindre son objectif de 7,5% cette année. Certains analystes pensent que la Chine ne devrait atteindre qu'un taux de croissance de 6% ces prochaines années.

Mais la baisse du taux de croissance du PIB n'explique pas tout. Comme l'explique Justin Guay, du Sierra Club, la Chine a peut-être commencé à « découpler » sa croissance de sa consommation de charbon. En d'autres termes, l'économie de la Chine pourrait continuer de grimper même en parallèle à une baisse de sa consommation de charbon – quelque chose qui était encore récemment inconcevable.

Cette évolution est liée de très près au combat de la Chine contre la pollution annoncé plus tôt cette année.

Des années de brouillards de pollution de moins en moins respirables ont alimenté la colère des citoyens chinois et même entraîné des mouvements de protestation. En 2013, un sondage mené dans 74 villes chinoises a montré que chacune d'entre elles avait enregistré un niveau de pollution nettement supérieur à celui déclaré sans danger par l'Organisation mondiale de la santé.

« Nous déclarerons la guerre à la pollution de la même manière que nous avons déclaré la guerre à la pauvreté », a décrété le Premier ministre Li Keqiang en mars dernier. Il demande la fermeture de vieilles usines d'acier, de ciment et de charbon : 1.725 centrales à charbon de taille moyenne devraient fermer leurs portes. Le gouvernement a également déclaré qu'il dépenserait 275 milliards de dollars en trois ans pour combattre la pollution.

La Chine a également établi des cours environnementales et des amendes imposables à tous ceux qui enfreindraient les lois environnementales. Les

organisations non-gouvernementales ont désormais le droit de lancer une action en justice contre les pollueurs, et les plus grosses usines du pays devront à partir d'aujourd'hui rendre publics leurs bilans pollution.

Ces efforts commencent à porter leurs fruits, comme le prouve la baisse du niveau d'importation de charbon. C'est l'une des raisons pour lesquelles le prix du charbon a atteint son prix le plus bas en six ans sur les marchés internationaux sans pour autant favoriser une reprise de la demande.

De nouveaux déclin pourraient apparaître suite à la mise en place d'une nouvelle série de lois. Le gouvernement central a publié [la version préliminaire](#) d'une nouvelle série de lois le 10 septembre, qui demanderait une interdiction complète du charbon au contenu élevé en soufre et en cendres. Voilà qui pourrait causer du tort aux exportateurs de charbon, notamment en Afrique du Sud et en Australie.

Le gouvernement cherche également à [réduire la production de charbon de 10%](#), puisque la baisse actuelle de la demande engendre des pertes économiques pour 70% des sociétés du charbon du pays.

La Chine considère également l'établissement d'une limite pour la consommation de charbon. Son projet actuel sur cinq ans a pour objectif une consommation de 4,1 milliards de tonnes de charbon en 2015 contre 3,7 milliards de tonnes en 2013. Mais sous le prochain projet sur cinq ans, qui sera en vigueur entre 2015 et 2020, la Chine pourrait limiter cette consommation à 4,1 milliards de tonnes par an, voire peut-être moins.

En 2016, les efforts du pays à diminuer la demande en charbon devraient se poursuivre, au vu de la récente annonce de l'introduction d'un nouveau programme national de plafonnement et d'échange. Les détails quant à ce programme sont flous, mais s'il devait être mis en place, les plus gros producteurs pourraient avoir à améliorer leur efficacité et se tourner vers des sources d'énergie plus propres.

Puisque le pays est le plus gros producteur mondial de charbon et le plus gros émetteur mondial de gaz à effet de serre, l'importance des politiques de la Chine ne peut pas être surestimée. Grâce aux efforts du gouvernement, l'ère de la demande insatiable en charbon pourrait toucher à sa fin.